

La cacophonie économique

Jean-Marie Harribey

7 janvier 2009

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2009/01/07/la-cacophonie-economique>

L'année 2008 s'est achevée sur un désastre socio-économico-financier et sur une déroute des économistes bien-pensants. Ayant pour la plupart fermé les yeux sur – ou cautionné – l'avènement de la finance régnant en maîtresse absolue sur les destinées de l'humanité, les économistes rament aujourd'hui pour se maintenir au fil de l'eau. Les conversions fracassantes se mêlent à des positions schizophréniques pour le moins étonnantes.

Inutile de s'attarder longuement sur les revirements à 180° de certains qui, hier, faisaient profession de foi libérale, en rajoutant dans la volonté de déréguler, de privatiser, d'enfermer les salaires dans un corset de fer, de confier les retraites aux fonds de pension, etc., et qui, aujourd'hui, appellent à une meilleure « régulation ». Ils ne méritent qu'un haussement d'épaules.

Réfléchissons à deux cas de figure emblématiques de la cacophonie ambiante, d'autant plus qu'ils ne se situent pas, au sein de l'échiquier théorique et politique, du côté de la pensée néo-libérale, mais plutôt dans le rang de ceux qui ont exercé par le passé un œil qui se voulait critique.

La première posture consiste à marier l'eau et le feu ou la carpe et le lapin. Ainsi, Daniel Cohen¹ soutient l'idée que, pour venir à bout de la crise, il faudra faire appel à Keynes et Friedman réunis. Cette croyance part d'une double erreur : erreur de diagnostic sur la crise, erreur sur les fondements théoriques keynésiens et friedmaniens. Il ne peut en résulter qu'une préconisation inadaptée.

Une erreur de diagnostic d'abord. La crise actuelle du capitalisme n'est pas conjoncturelle, elle n'est pas liée à un cycle des affaires ou à un retournement de l'activité productive comme il s'en produit très fréquemment. La crise est structurelle, avec une dimension supplémentaire par rapport aux grandes crises structurelles qui ont frappé l'économie depuis le XIX^e siècle. Structurelle parce qu'elle trouve son origine dans la transformation des rapports sociaux imposée par la dynamique de l'accumulation financière depuis trente ans et qui a provoqué un déplacement considérable des revenus vers le capital. Le monde a alors vécu sur le fantasme d'une richesse qui pourrait naître ex nihilo de l'activité proprement financière. À chaque éclatement d'une bulle, ce fantasme s'évanouit. Structurelle à la puissance deux, cette crise marque l'épuisement d'un modèle productif fondé sur la dilapidation des ressources naturelles et la dégradation de l'environnement. Le capitalisme lamine les deux piliers de l'accumulation en ayant dépassé les limites de l'exploitation de la force de travail et celle de la nature.

Si Daniel Cohen prenait en compte ce dernier point, celui de l'épuisement des ressources, il ne pourrait plus seulement appeler de ses vœux une relance keynésienne traditionnelle. En revanche, il retient la « grande modération salariale » comme facteur de la financiarisation, mais quelle portée lui donne-t-il ? Il oppose la période contemporaine à celle de l'après-guerre, dans laquelle aurait existé une « spirale prix-salaire ». C'est à nouveau se tromper de diagnostic : l'inflation rampante correspondait à une course poursuite entre

¹ D. Cohen, « Keynes ou Friedman, *Le Monde*, 3 janvier 2009.

salaires et profits – les prix en étant une résultante – parce que le rapport des forces était tel que les gains de productivité étaient répartis de sorte que le partage global de la valeur ajoutée restait stable. Et c'est la venue du néolibéralisme qui nous en a apporté la preuve *a posteriori* : dès lors que les salaires étaient décrochés de l'évolution de la productivité, les profits s'envolaient, nourrissant effectivement un autre type d'inflation, celle sur les actifs financiers, pendant que la stagnation des salaires était partiellement compensée par l'endettement des ménages. Encore une raison pour ne pas s'en tenir à une relance de l'investissement et de la consommation, car c'est à un remodelage complet de la répartition des revenus qu'il faut procéder, en même temps qu'on entreprend un infléchissement des investissements vers des activités soutenables écologiquement.

Une erreur théorique ensuite. Penser rendre compatibles préceptes keynésiens et friedmaniens relève de la gageure. Il y a certes chez Keynes une concession à la théorie néo-classique qu'il a tant combattue, dans laquelle Friedman a eu l'astuce de s'engouffrer. À court terme et pour des équipements donnés, concède Keynes², la hausse de l'emploi s'accompagne d'une baisse de la productivité marginale du travail (celle des derniers embauchés) et donc d'une baisse du salaire réel individuel, mais heureusement plus que compensée par la hausse de la masse salariale grâce à l'embauche. Le coup de force de Friedman fut de théoriser le renversement du raisonnement : puisque la baisse du salaire réel est censée accompagner la relance de l'emploi, faisons-la passer comme un préalable nécessaire et organisons-la pour qu'il en soit ainsi. Voilà le programme théorique et politique de Friedman : d'une part, transformer une éventuelle conséquence en cause, en décrétant la rupture entre l'évolution des salaires et celle de la richesse produite, et, d'autre part, décréter que toute politique économique est inopérante car elle se heurte à la rationalité des individus. Ce que nous propose Cohen, c'est de concilier l'inconciliable : la rationalité parfaite des agents, qui suppose de disposer d'une information parfaite et totale sur le présent et l'avenir, et l'incertitude radicale, qui ruine toute considération rationnelle.

Comment Cohen peut-il tout de même invoquer le mariage entre Keynes et Friedman ? En soulignant, à juste titre, que la machine du crédit s'est emballée, tant en 1929 qu'aujourd'hui, laissant croire à une possibilité infinie de refinancement d'activités purement spéculatives et donc inutiles en termes de valeurs d'usage produites. Mais cet emballement aurait-il été durablement possible sans l'exacerbation des tendances inhérentes au capitalisme : le renforcement de l'exploitation de la force de travail en tirant de plus en plus sur la corde de l'environnement ? Daniel Cohen le dit lui-même : la surproduction était là avant le krach de 1929. Et la décennie 2000 réitère le mouvement : surproduction (par rapport à la demande solvable bien sûr) de logements, d'automobiles, etc. Ce que rappelle la crise actuelle c'est le caractère mortifère de la marchandisation des activités humaines, en particulier lorsque la monnaie, indispensable au processus d'accumulation et aussi à celui de socialisation, est privatisée au point de n'en faire qu'un instrument au service de la rente. Friedman fut l'un des principaux inspirateurs des politiques néolibérales, initiées dans le Chili de Pinochet, confirmées sous Reagan et Thatcher, labellisées dans le « consensus de Washington » et dont le résultat est catastrophique, économiquement, socialement et écologiquement. En faire le compagnon de Keynes est proprement injurieux pour l'un et pour l'autre.

² Keynes a sans doute trop vite avalisé l'hypothèse néo-classique de l'alignement du salaire sur la productivité marginale, mais toujours est-il que le salaire réel ne pouvant être connu qu'ex-post avec le niveau des prix des biens et services, il ne peut être la variable explicative ni de l'offre ni de la demande d'emploi. Pour un complément, voir J.M. Harribey, « Les chemins tortueux de l'orthodoxie économique », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/europe/chemins-orthodoxie.pdf>.

La seconde posture consiste à renvoyer tout le monde dos à dos, tous les économistes étant coupables au même titre. C'est le parti pris par Paul Jorion³ qui ne trouve aucune circonstance atténuante à personne, l'école de Chicago, bien sûr, dont le chef de file était justement Friedman, mais aussi Marx et Keynes, ces deux derniers au motif que leurs préconisations auraient été incapables d'« envisager l'ampleur du mal en question ». Et Jorion d'estimer que « la science économique est encore à bâtir ».

Dans ses deux derniers ouvrages, *L'implosion*⁴ et *La crise*⁵, Jorion situe l'origine de la crise actuelle dans la dégradation de la position des salariés relativement à celle des rentiers : « À la fin des années 70, la situation des salariés américains se dégrada lentement, et si les effets de leur perte effective de pouvoir d'achat furent partiellement masqués, ce fut uniquement du fait qu'un système complexe de crédit à la consommation se mit en place, par quoi l'endettement personnel compensait la perte de pouvoir d'achat fondé sur les revenus [...] »⁶. Qu'est-ce que la dégradation relative de la condition salariale, sinon un renforcement du taux d'exploitation de la force de travail, au sens où Marx l'entendait ? Que signifie l'affirmation de Jorion selon laquelle il faut mettre l'accent sur « le contexte social de la disparité croissante dans la répartition du patrimoine »⁷, sinon une simple répétition des catégories marxistes ?

Plus loin, il établit un parallèle saisissant entre certaines des conditions de la crise de 1929 et celles de la crise actuelle : « Les manifestations des deux crises sont les mêmes, leurs causes pratiquement identiques. »⁸ Mais, hélas, l'ambition théorique se réduit comme peau de chagrin : « L'illusion optimiste qui a présidé à l'expérience était que la défense de l'intérêt collectif pouvait émerger spontanément de la poursuite de leur intérêt individuel et égoïste par une multitude d'agents économiques. Adam Smith qui, le premier, avait formulé l'hypothèse, y voyait un étonnant paradoxe. Comment est-il possible, se demandait-il, que l'intérêt collectif survive au concours de tant d'avidités personnelles ? La réponse, nous la connaissons maintenant, résidait banalement dans le manque de familiarité d'acteurs engagés dans des types de transactions financières d'invention récente, et du coup, dans la probabilité statistique pour eux de se tromper une fois sur deux dans leurs paris quant à l'évolution des prix. »⁹ Est-ce là la « leçon pour la science économique » à retirer de la crise ?

Il n'est pas étonnant alors que les solutions proposées soient extrêmement timorées : « Le nœud du problème réside dans l'impossibilité pratique de mesures préventives [...] Le capitalisme ne peut être considéré comme autorégulé que si nous intégrons à son autorégulation l'intervention ponctuelle de l'État, dont le principe est précisément inverse de l'action spontanée des marchés. »¹⁰ Comment ne pas voir la double contradiction au sein même de ce précepte : 1) un capitalisme qui s'autorégule par le biais de l'État ; 2) un État qui intervient ponctuellement, c'est-à-dire quand le mal état déjà là, puisqu'aucune prévention n'est possible. Jorion ne peut alors que rejeter Keynes globalement et refuser de prohiber les produits dérivés car ce serait « excessif et malvenu »¹¹. Ne craignant pas une contradiction supplémentaire, Jorion propose d'établir un principe constitutionnel selon lequel « les paris relatifs à l'évolution d'un prix sont interdits »¹², trois lignes après avoir défendu les produits dérivés parce qu'« ils autorisent les stratégies de couverture qui réduisent le risque

³ P. Jorion, « Une leçon pour la science économique », *Le Monde*, 6 janvier 2009.

⁴ P. Jorion, *L'implosion*, Paris, Fayard, 2008.

⁵ P. Jorion, *La crise, Des subprimes au séisme financier planétaire*, Paris Fayard, 2008.

⁶ P. Jorion, *La crise, op. cit.*, p. 296.

⁷ P. Jorion, *La crise, op. cit.*, p. 274.

⁸ P. Jorion, *La crise, op. cit.*, p. 297.

⁹ P. Jorion, *La crise, op. cit.*, p. 279, souligné par moi.

¹⁰ P. Jorion, *La crise, op. cit.*, p. 281, souligné par moi.

¹¹ P. Jorion, *La crise, op. cit.*, p. 282.

¹² P. Jorion, *La crise, op. cit.*, p. 283.

accompagnant les variations non spéculatives d'un prix (dues à des facteurs naturels) »¹³. Le pétrole est un bon exemple de cette impasse car, au cours du premier semestre 2008, la spéculation a précisément tenté de tirer parti de l'évolution « naturelle » du prix au fur et à mesure que la ressource se raréfie, tous les spéculateurs courant après la nouvelle « valeur refuge ». Comble du paradoxe : une valeur en voie de disparition devenant (pour un temps !) refuge.

On est effectivement très loin de la pensée d'un Keynes affirmant l'incertitude radicale dans laquelle se prennent les décisions des agents économiques individuels et proposant une régulation mondiale précise, permanente, assortie d'une monnaie mondiale. On est aussi très loin de la pensée d'un Polanyi – dont on aurait pu croire Jorion proche – pour qui l'acceptation que la terre, le travail et la monnaie deviennent des marchandises signait la mort des sociétés.

Les deux postures ci-dessus manquent leur but et ne peuvent prétendre être les prémisses d'une reconstruction de la « science économique ». Car ou bien elles se contentent de redire ce que tout économiste conséquent sait (par exemple, toute évolution de l'économie est à replacer dans le cadre des rapports sociaux dominants) et qu'il a tiré des penseurs fondamentaux du capitalisme, ou bien elles accumulent les contresens et les contradictions. Dans ce dernier cas, il ne faut pas y voir un défaut de perspicacité de la part de leurs auteurs, mais plutôt un reste de la force de l'idéologie économique qui a déferlé sur le monde depuis trois décennies et qui empêche encore, malgré la brutalité de la crise, d'oser se réclamer des penseurs critiques du capitalisme (Marx) ou critiques de l'incapacité radicale du marché à s'autoréguler (Keynes).

Quant à ceux qui ne jurent aujourd'hui que par Keynes, on peut craindre qu'ils ne le travestissent. Ainsi, Martin Wolf, dans un titre évoquant un aphorisme de Friedman¹⁴, donne trois raisons de se référer à Keynes : le marché n'est pas efficace ; l'approche macro-économique n'est pas réductible à la micro-économie ; l'économie doit être vue techniquement et non moralement. Dont acte pour les deux premières raisons. Mais s'il y a un enseignement de Keynes à retenir, c'est que la gestion de l'économie n'est pas technique mais politique, car elle engage un choix de l'organisation de la société, celle-ci n'étant pas laissée au bon vouloir des « esprits animaux », et l'investissement devant être socialisé. Cela n'a pas grand chose à voir avec le regret exprimé par Wolf au sujet des dépenses publiques qui sont, selon lui, « hélas trop fortes ».

Pour le sujet qui nous occupe depuis bientôt deux ans, à savoir la crise enclenchée dans la sphère financière bien que ses racines soient en fait sociales, la maîtrise collective de la monnaie et un nouveau partage des revenus sont les premières pièces d'un dispositif anti-crise. Bref, d'une part, le divorce entre Keynes et Friedman est prononcé avant même que le mariage ne soit consommé, et, d'autre part, on ne rebâtera pas la science économique sans en faire une science sociale, ce que l'économie politique avait pressenti et que la « critique de l'économie politique » avait établi.

Peut-être sera-t-il possible alors, non seulement de réguler l'économie, mais aussi de la faire bifurquer vers d'autres voies.¹⁵

¹³ P. Jorion, *La crise, op. cit.*, p. 282.

¹⁴ M. Wolf, « À présent, nous sommes tous des keynésiens », *Le Monde*, 6 janvier 2009. Friedman déclara un jour : « En un sens, nous sommes tous keynésiens aujourd'hui ; en un autre sens, plus personne n'est keynésien. »

¹⁵ Voir Attac, « Relancer ou bifurquer », *Lignes d'Attac*, « Éditorial », n° 72, décembre 2008.